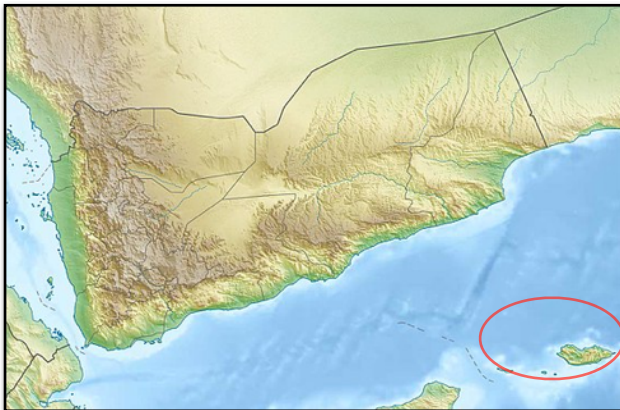


La question de Socotra



Socotra est l'île principale de l'archipel de Socotra, archipel du Yémen baigné par la mer d'Arabie et se composant de 3 îles. Cet archipel se situe au sud-est de la péninsule arabique, dans le prolongement de la corne de l'Afrique et constitue un site du patrimoine mondial de l'Unesco.

Un bref historique

Socotra partage l'histoire de l'Arabie du Sud, région surnommée par les Romains et les Grecs *Arabia Felix* ce qui signifie l'« Arabie Heureuse », en opposition au reste de l'Arabie désertique. En effet, dans l'Antiquité, la région était connue pour sa grande prospérité (digue de Marib permettant l'irrigation de nombreuses terres agricoles, route de l'encens et de la myrrhe).

L'île de Socotra est passée sous de nombreuses influences au cours de son histoire et a toujours été une ville cosmopolite. Les premières traces de son occupation remontent à Alexandre Le Grand qui y aurait installé une colonie ionienne après avoir conquis l'Égypte afin de contrôler la mer d'Arabie et de profiter des voies commerciales maritimes en expansion à l'époque. Dans *Le Périple de la mer Érythrée* datant du Ier siècle, l'île est nommée *Dioscoride*. Ses habitants, chrétiens nestoriens, sont un mélange d'Arabes, de Grecs et d'Indiens, pêcheurs et marins.

Vers 520, les Byzantins vont aménager un port de commerce pour faire des échanges commerciaux avec l'Inde (en particulier les chrétiens de Kerala), et ainsi contourner l'empire Perse, le grand ennemi des Byzantins depuis plusieurs siècles. Des commerçants égyptiens se sont également implantés sur l'île et participent à faire fructifier le commerce. Ainsi, avant l'expansion de l'islam en 639, l'île est un comptoir égypto-byzantin.

Après 639, son histoire est celle de l'Arabie méridionale. Elle devient une escale des boutres arabes en route vers la côte orientale de l'Afrique. Le Portugal, alors en expansion dans l'océan Indien et la mer Rouge, y fonde un comptoir commercial en 1505. Les Portugais se servent de l'île comme d'une base pour défier les Mamelouks d'Égypte et rançonner les boutres marchands arabes.

Ce comptoir est disputé par la suite entre les Hollandais et les Portugais ; après avoir été quelque temps un repaire de pirates, l'île passe en 1886 au pouvoir des Anglais, intégrée jusqu'en 1967, au protectorat d'Aden. De 1967 à 1990 elle fait partie de la République démocratique populaire du Yémen, période durant laquelle elle serait devenue une base militaire soviétique, selon les autorités américaines.

Socotra au coeur du conflit yéménite

Une implantation tout d'abord économique...

À partir de 2015, dans le contexte de la guerre civile yéménite, les Émirats arabes unis commencent à administrer (coloniser) de fait l'île. En effet, dépourvu de moyens et agissant dans un contexte d'instabilité politique qui durait depuis des années, le gouvernement central s'est montré peu présent dans l'archipel de Socotra, après que celui-ci eut subi, en 2015, des tempêtes tropicales calamiteuses.

C'est, d'ailleurs à cette occasion qu'Abou Dhabi a tendu aux Socotris une main aussi secourable qu'intéressée en entreprenant la (re)construction de nombreuses infrastructures (routes, écoles, hôpitaux, réseaux de télécommunication,...). Plusieurs autres projets émiratis ont également été lancés depuis, comme, par exemple, la construction d'un aéroport afin de faire de l'île de Socotra une destination touristique de choix. Les EAU auraient également payé les élus locaux afin que ces derniers aient un regard plus indulgent avec leurs plans de développement économique.

Cette dynamisation économique de l'île passe aussi par l'emploi de la population yéménite sur les chantiers entrepris réduisant ainsi considérablement le chômage et l'inactivité sur l'île. Cette stratégie confère ainsi au pouvoir émirati une certaine légitimité d'autant plus que les habitants de l'île sont invités à se rendre à Abou Dhabi pour recevoir des soins et obtenir des permis de travail spéciaux. Le gouvernement émirati a organisé également son propre recensement des populations locales, travail normalement réalisé par des instituts nationaux.

puis militaire

Après cette implantation scrupuleusement planifiée qui apparaît tout d'abord simplement économique s'en suit un déploiement militaire sur l'île à partir du 30 avril 2018 alors même que le chef du gouvernement yéménite, Ahmed Abid Daghar, s'y trouvait. Les Émirats arabes unis ont ainsi déployé plus d'une centaine de troupes auxquelles s'ajoutent des pièces d'artillerie et des véhicules blindés et ce sans coordination préalable avec le Yémen.

Ce déploiement, qualifié d' « *injustifié* » par le gouvernement yéménite est condamné par ce dernier au nom de sa souveraineté sur l'île. L'alliance liant le Yémen aux Emirats arabes unis (EAU) est plus que jamais tangente et la division menace toute la coalition arabe. Ce déploiement militaire émirati vient renforcer - et probablement protéger - un important déploiement économique dans l'île observé tout au long de ces trois dernières années.

Il est également intéressant de noter que dès 2017 les Émirats arabes unis avaient établi une base militaire sur l'île pour « *soutenir l'offensive saoudienne au Yémen* ». Des troupes émiriennes avaient ainsi déjà été déployées sur l'île dans le cadre de l'offensive saoudienne.

Une justification « bancale » des Émirats arabes unis

Le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Qarqach a réagi en stipulant que « *dans l'épreuve que vit le Yémen par la faute des Houthis, les Émirats arabes unis continueront à soutenir les Socotris dans les domaines de l'éducation et de la santé et pour l'amélioration de leur conditions de vie* ». Le gouvernement émirati semble ainsi justifier son action militaire comme relevant d'une action humanitaire visant à éviter la dégradation des conditions de vie des Socotris.

Les Emiratis intéressés par le démembrement du Yémen

Bien que reconnu internationalement, le gouvernement yéménite dépend, pour en finir avec la rébellion houthie, de ses alliés arabes, notamment l'Arabie Saoudite et les Émirats - avec lesquels, toutefois, son alliance formelle menace de voler en éclats.

Abou Dhabi semble œuvrer à la défaite des insurgés houthis mais aussi à un affaiblissement durable du Yémen en appuyant des mouvements sécessionnistes. Il a ainsi armé des milices relevant du Conseil de transition du Sud (CTS) qui revendique l'indépendance du Yémen du Sud dans ses frontières d'avant l'unification de 1990. Son soutien à cette organisation a même pris, en janvier 2018, une forme extrême lorsqu'il a cautionné sa prise de contrôle d'Aden, ancienne capitale de l'ancienne "République démocratique du Yémen".

Vers une résolution du problème épineux de Socotra ?

Le 14 mai 2018, les EAU annoncent le retrait de leurs troupes de l'île de Socotra. Dans la foulée, le Premier ministre yéménite, Ahmed ben Dagher, a annoncé la « fin de la crise qui opposait le Yémen aux Emirats arabes unis, concernant l'île de Socotra ». « La crise qui nous avait préoccupés et qui avait failli nous [les membres de la coalition arabe] diviser est finie », a-t-il ajouté.

Les EAU restent cependant très présents sur l'île en continuant de renforcer la dépendance économique de l'île envers eux. En effet, si les EAU venaient à cesser complètement leur aide économique et financière, l'île replongerait sûrement dans une crise profonde. Une telle situation explique ainsi le fait que les Socotris sont divisés au sujet de la présence émirienne sur l'île : certains sont pro-EAU puisqu'ils considèrent la présence émirienne comme positive au vu du développement économique qui a suivi leur implication sur l'île ; d'autres considèrent leur présence comme une véritable invasion soulignant la volonté des EAU de déposséder le Yémen de l'île de Socotra et de bafouer la souveraineté du Yémen sur cette île.

« *Les Émirats sont un généreux ami de Socotra. Tout ce qui est ici c'est-à-dire les voitures, l'électricité, l'eau courante, l'aéroport et le port, ... a été construit avec leur aide* » a expliqué le docteur Saad Ahmed Kaddoumi, un membre du gouvernement local de l'île de Socotra.

L'expansion des EAU ne semble pas s'être limitée à l'île de Socatra

En effet, les EAU ont également implanté une base militaire dans le port de Berbera qui se trouve dans la région nord-ouest de l'État de la Somalie, ainsi que de l'État non reconnu Somaliland. Ils occupent aussi l'île yéménite de Perim dans le détroit de Bab al-Mandab qui se trouvait précédemment sous le contrôle des rebelles Houthis.